
Nos impôts pour de l'intox !

Depuis quelques jours, à la télé, à la radio, dans la presse et sur internet, a démarré une campagne de propagande gouvernementale sur la réforme des retraites. Selon les media, cette opération de communication aurait coûté entre 5 et 8 millions d'euros.

La démarche est ubuesque : le gouvernement dilapide des sommes colossales pour nous expliquer que les caisses de l'état et de l'assurance vieillesse sont vides, et qu'il va falloir se serrer la ceinture !

Le procédé est scandaleux : une nouvelle fois, le gouvernement Sarkozy se sert impunément de l'argent public pour son opération de bourrage de crâne.

Et bien sûr le slogan publicitaire est minimaliste, réducteur et fallacieux. La Fédération Sud Education souhaite réagir aux arguments trompeurs de l'Elysée. Notre syndicat, ne disposant pas des mêmes moyens que le gouvernement Sarkozy pour transmettre son idéologie, nous comptons sur votre relais pour diffuser la contre-argumentation qui suit.

Argument 1 – L'allongement de la durée de vie implique nécessairement celle de la durée du travail sur la vie entière.

FAUX ! Entre 1870 et aujourd'hui, l'espérance de vie a presque doublé en France ; pourtant, sur la même période, le temps annuel de travail a été quasiment divisé par deux ET la durée du travail sur l'ensemble de la vie s'est réduite, du fait de l'allongement de la scolarité et de l'institution des retraites. Il est donc possible de vivre de plus en plus vieux en travaillant de moins en moins ! C'en est d'ailleurs une condition.

Pourquoi ? Tout simplement parce que **la productivité du travail augmente** : on produit de plus en plus par unité de temps de travail (heure, journée, année, individu sur une vie entière), en faisant travailler davantage les machines et moins les hommes.

Argument 2 – L'allongement de la durée du travail et de la durée de cotisation est rendu nécessaire par la baisse du rapport entre le nombre des retraités et celui des cotisants ou encore le nombre des inactifs et celui des actifs. En effet, alors qu'il y avait 4 cotisants pour un retraité en 1950, il n'y en a plus aujourd'hui que 1,75 et il n'y en aura plus que 1,2 en 2050 !

AUTRE FAUSSE EVIDENCE ! A ce compte, nous devrions déjà tous être morts de faim ... et depuis longtemps ! Au début du XXe siècle, en France, un actif sur deux l'était dans le secteur agricole : un actif agricole se nourrissait lui-même et nourrissait un autre actif non agricole. Aujourd'hui, il en nourrit une trentaine puisqu'il n'y a plus que 3 % des actifs dans le secteur agricole. Plus généralement, un actif peut produire suffisamment de richesse de manière à entretenir un nombre croissant d'inactifs.

Comment est-ce possible ? Là encore, grâce aux gains de productivité. Avec 1 % de gain de productivité par an, la productivité par travailleur double en 70 ans ; avec 1,5 % de gain, elle double en 47 ans ; avec 2% elle double en 35 ans. Au rythme actuel d'accroissement de la productivité, compris entre 1,5 et 2 %, un actif aujourd'hui produira entre 2 et 2,2 fois plus de richesse sociale en 2050 qu'aujourd'hui. **Conclusion** : tout en diminuant, le nombre des actifs pourra entretenir un nombre d'inactifs supérieur à celui que l'on prévoit pour 2050 !

D'ailleurs, c'est la raison pour laquelle on peut aujourd'hui entretenir deux fois plus de retraités avec proportionnellement 2,3 fois moins d'actifs, comme les données précédentes l'indiquent !

Argument 3 – L’allongement de la durée du travail et de la durée de cotisation est rendu nécessaire par le déficit actuel de l’assurance vieillesse (plus de 10 milliards d’euros en 2009) et pour sauver cette dernière de la faillite (sa dette cumulée sera de 50 milliards à l’horizon 2013).

MENSONGE PAR OMISSION ! Cette dette n’est pas due à des raisons démographiques, mais à des raisons politiques : au fait qu’on ne prélève pas sous forme de cotisations sociales et d’impôts ce qui peut et doit être prélevé ! Car, s’il est des chiffres dont on parle, il en est d’autres que l’on tait curieusement. Par exemple :

La part des salaires (directs et indirects, incluant les cotisations sociales) dans la valeur ajoutée (le supplément de richesse produit au cours d’une année) est actuellement de 65 %, soit près de 9 % de moins que ce qu’elle était au début des années 1980 et 4 à 5 % de ce qu’elle était dans les années 1960, en pleine période de croissance des Trente Glorieuses. En 2008 (derniers chiffres connus), cela faisait un manque à gagner pour les salaires de **60 à 75 milliards d’euros** par rapport aux années 1960 et quelque **135 milliards d’euros** par rapport au début des années 1980 - qui n’ont pas été perdus pour tout le monde, puisqu’ils sont venus grossir les bénéfices des entreprises et les revenus de leurs actionnaires.

Selon un récent rapport de la Commission de finances du Sénat, l’ensemble de « niches sociales » (des exonérations de cotisations sociales des entreprises) engendrera un manque à gagner de **42 milliards d’euros** en 2009 pour l’ensemble des organes de protection sociale. Tandis qu’un autre rapport de la Commission des finances de l’Assemblée nationale évalue à **73 milliards d’euros** le montant des « niches fiscales » (des exonérations d’imposition à des titres divers, dont la majeure partie bénéficie aux très hauts revenus).

Conclusion : Il y a doré et déjà largement de quoi financer l’assurance vieillesse tout comme d’ailleurs l’assurance maladie. La dette de l’une et de l’autre ne tient pas à ce que la richesse socialement produite serait insuffisante, mais à ce qu’elle est **TRES** inégalement répartie.

Argument 4 – une dose de retraite par capitalisation est nécessaire pour sauver la retraite par répartition et pour permettre à chacun de se constituer un capital (une épargne-retraite) et de prendre sa retraite quand il le veut.

ILLUSION ! Tout système de retraite par capitalisation revient à confier son avenir à des marchés financiers. Or, on a bien vu récemment que ces marchés répondent essentiellement à des processus spéculatifs qui conduisent d’autant plus inévitablement à la catastrophe (le krach) que leur croissance a été antérieurement générée par un boom irrationnel (sans rapport avec celle de l’économie réelle sur laquelle ils reposent pourtant en dernier recours). Là où des régimes par capitalisation ont été institués, les retraités et futurs retraités ont vu leurs pensions ou futures pensions de retraite fondre comme neige au soleil ou tout simplement disparaître.